



Le 25 février 2025

L'ensemble du secteur de l'enseignement appelle le gouvernement Degryse à des actions urgentes contre la précarité étudiante

Les associations de défense des familles, de parents et d'élèves de l'enseignement secondaire, les étudiants de l'enseignement supérieur alertent depuis des années aux côtés des organisations de lutte contre la pauvreté et des fédérations de CPAS sur une crise sociale qui s'intensifie. Les difficultés financières à payer de trop chères études sont vécues de plus en plus comme inacceptables. 72% des familles ayant des enfants dans l'enseignement secondaire témoignent aujourd'hui de difficultés à financer tout ou partie de leurs études, et les difficultés sont fréquemment plus importantes encore pour les jeunes étudiant dans le qualifiant. En 10 ans, la proportion d'étudiants jobistes travaillant durant l'année académique est passé de 22 à 42%,

La semaine passée, les professeurs ont rejoint l'appel porté par les jeunes, leurs familles, et le secteur de la lutte contre la pauvreté. **L'ensemble des représentants syndicaux des enseignants, verts, rouges et bleus, se sont ainsi associés** à un appel porté par 19 organisations, et demandant au gouvernement Degryse de prendre des mesures urgentes, comme de long terme :

- Des pas significatifs vers une automatisation de l'accès aux bourses d'études secondaires et supérieures pour lutter contre le non-recours
- L'absence de frais d'inscription pour les élèves exclus de l'enseignement qualifiant et renvoyés vers la promotion sociale, ainsi que leur maintien dans les bourses d'études
- Un filet de sécurité étudiante dans le supérieur, organisé par un monitoring identifiant les étudiants en risque de non-finançabilité cette année. La précarité étudiante freine en effet la réussite et tend à allonger les parcours d'études.
- Un investissement d'ampleur dans la lutte contre la précarité étudiante par un plan pluriannuel, associant les différents ministres et niveaux de pouvoirs concernés.

Les rectrices et recteur d'Université, mais aussi les Pouvoirs Organisateurs qui représentent toutes les directions de Hautes Ecoles et Ecoles Supérieures des Arts dans le supérieur, et celles des écoles dans l'obligatoire, ont soutenu cet appel vendredi et hier.

Usagers de l'enseignement, représentants du personnel enseignant, et directions d'établissements : tous les acteurs de l'enseignement appellent aujourd'hui à faire de la lutte contre la précarité des jeunes aux études une ambition et une priorité majeures.

L'urgence est désormais à l'action politique. **Cette année académique, des solutions urgentes doivent être trouvées par Elisabeth Degryse et Valérie Glatigny :**

- tant pour les élèves exclus du qualifiant qui voient leurs frais d'études augmenter et les aides auxquelles ils ont accès se réduire
- que pour les étudiants du supérieur qui risquent l'exclusion du fait de l'allongement des parcours induit par leur précarité, alors que les balises du décret Paysage se resserrent sans être monitorées.

La FEF suivra avec attention les débats au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.